

En dix ans, le secteur de l'énergie au Maroc a connu la mise en œuvre de divers plans de restructuration et de réformes. Ces plans ont permis de tracer de nouveaux schèmes et ont induit une nouvelle configuration dans ce secteur, vital pour l'économie nationale. Modernisation des installations, développement des parcs solaire et éolien, mise en service d'une nouvelle centrale thermo-solaire: de nombreux projets doivent voir le jour en 2009, dans le cadre de la politique menée par le Royaume pour optimiser ses ressources en énergie. Dans cette nouvelle configuration, l'initiative privée est un élément moteur. Elle devient l'un des facteurs clés dans le processus de la production et de l'exploitation des énergies de manière globale et des énergies renouvelables aussi. En menant une profonde réflexion pour produire de l'énergie surtout propre, le Maroc commence à mettre en place de nouvelles initiatives visant l'«efficacité énergétique». Il veut ainsi réaliser des économies d'échelle qui peuvent être, à terme, substantielles.



Vision

Diversifier pour gagner

Dans le scénario de base 2008-2030 établi par le Plan Énergie, le charbon est au cœur du «mix énergétique» marocain.

Sur les 10 premiers mois de 2008, 4 millions de tonnes ont été importées, en provenance de Chine principalement.

La majorité de l'électricité produite au Maroc provient encore des centrales thermiques alimentées en charbon. L'abondance de cette matière première sur le marché international et les avantages économiques qui en découlent en font un choix incontournable pour la plupart des pays en développement non producteurs de pétrole ou de gaz. Même si la facture écologique est lourde: les nouvelles générations de centrales à charbon émettent toujours deux fois plus de CO₂ que les centrales à gaz.

Dans ce contexte, le développement des énergies renouvelables (qui atteindraient 10% du bilan énergétique national à l'horizon 2012 selon le ministère de l'Énergie), doit avant tout être perçu comme un moyen de diversifier le bouquet énergétique, en offrant une source supplémentaire d'appoint.

Le pari des énergies renouvelables

L'augmentation de la consommation énergétique durant la dernière décennie est estimée à +41,24%. Vu sa forte dépendance vis-à-vis de l'extérieur pour son approvisionnement énergétique, le Maroc, a été amené très tôt à orienter sa politique énergétique vers la diversification des sources d'approvisionnement et la valorisation des ressources

nationales, notamment à travers la promotion de toutes les formes mobilisables d'énergies renouvelables (hydrauliques, éoliennes et solaires). Durant ces dernières années, le secteur des énergies renouvelables a été marqué par un environnement national et international favorable au développement des filières des énergies durables. Au niveau national, cet environnement est marqué par la prédisposition des opérateurs publics et privés à la dynamisation des marchés des énergies renouvelables pour leur contribution potentielle à l'atténuation de la dépendance énergétique, à la sécurité et à la diversification de l'approvisionnement énergétique national. Au niveau international, le progrès technologique et les enjeux environnementaux constituent le principal moteur du développement des marchés des énergies renouvelables à travers la mobilisation d'importants investissements (protocole de Kyoto, Fonds Carbone, GEF, etc.). Pour rappel, le Maroc dispose de gisements importants en énergies renouvelables, notamment pour le solaire avec un rayonnement de 5 kWh/m²/j, et pour l'éolien avec un potentiel de 6 000 MW, en particulier au niveau des zones côtières qui s'étendent sur quelque 3.500 km. L'importance de notre potentiel local, l'évolution considérable des technologies et la forte croissance du marché mondial, accompagnées d'une baisse sensible et continue des coûts, constituent pour le Maroc des atouts essentiels qui pousseront à l'essor de ces ressources nouvelles pour représenter une part significative dans le bilan énergétique national dans les années à venir. C'est dans cette optique que de nouvelles orientations

stratégiques ont été prises pour que la part de la contribution des énergies renouvelables (y compris l'hydraulique) atteigne 10% dans le bilan énergétique national à l'horizon 2012 contre 3,9% actuellement. Et lorsque le programme de production électrique d'origine solaire d'une capacité de 2.000 mégawatts sera opérationnel, le Maroc ambitionne d'atteindre une production de l'ordre de 42% des besoins électriques du pays en 2020.

Le pétrole plus consommé que jamais

Le pétrole représente encore 66% de la consommation énergétique totale du pays. Les rebondissements tarifaires qu'a connus cette ressource au titre de ces dernières années à l'échelle internationale ont grevé les finances publiques et ce, en raison de la forte dépendance extérieure du royaume en matière d'approvisionnement en énergie. En effet, la facture énergétique devrait atteindre près de 70 milliards de DH en 2008, contre 21 milliards de DH seulement en 2003. Le pétrole, à lui seul, représente plus de 85% de ces dépenses. Dans le cadre du développement des infrastructures pétrolières du Royaume, les nouvelles installations de la raffinerie de Mohammedia, dont les travaux ont débuté en 2005, devraient enfin se mettre à fonctionner dès février 2009. Le retard accumulé depuis septembre pour leur mise en service est notamment dû au manque de personnels qualifiés et aux délais de formation qui en découlent. En septembre 2009, c'est un nouveau dépôt de stockage de carburant de 2.400 m³ qui doit être mis

en service à l'aéroport de Marrakech. Bien que le Maroc ne soit pas un pays producteur de pétrole, les efforts de prospection au niveau national s'intensifient en off et en onshore à la recherche de gisements. Selon l'Office national des hydrocarbures et des mines (ONHYM), 618 millions de dirhams ont été investis en 2008. 29 sociétés pétrolières étrangères ont déjà été attirées par les possibilités du Royaume. Ces dernières comptent réaliser une douzaine de nouveaux forages en 2009 dans divers bassins du pays.

Que la lumière soit !

Le programme d'électrification du monde rural mis en place par le royaume a permis à plus de 1.843.183 foyers de bénéficier d'un accès à l'électricité. C'est ce qui a permis, selon l'Office national de l'électricité (ONE), de porter le taux d'électrification dans le rural de 39% en 1999 à 98% à la fin de l'année 2008. Notons que la valeur des investissements dans le cadre de ce programme de généralisation de l'accès à l'électricité s'élève à quelques 16,58 MDH. En outre, la mise en œuvre de cette stratégie d'électrification du rural a été accompagnée par la diffusion d'une panoplie de services énergétiques de proximité et ce, par la promotion des fameuses «Maisons Energie». Ces nouvelles niches d'investissement dans les zones rurales ont permis la création de 200 microprojets portés par de jeunes entrepreneurs, ce qui a insufflé une réelle dynamique au tissu socio-économique dans le monde rural. S'agissant de l'investissement, il faut savoir que 60% de la production est désormais assurée par des opérateurs privés.

De l'eau dans le gaz

Si, au Maroc, il n'y a pas d'importation proprement dite de gaz naturel, le Royaume bénéficie d'une redevance de passage sur son territoire du Gazoduc Maghreb-Europe (GME), qui transporte le gaz algérien vers l'Espagne. Cette redevance de transit est d'environ 800 millions de m³ par an, dont 400 à 450 millions sont reçus en nature pour alimenter la centrale de Tahaddart (près de Tanger), première centrale à cycle combiné du pays, mise en service en 2005.

Les travaux de raccordement d'autres projets au GME ont démarré début 2008. Ils permettront notamment de fournir en gaz naturel la nouvelle centrale thermo-solaire de Ain Beni Mathar (près d'Oujda), qui doit être mise en service en 2009 et dont les besoins sont estimés à 350 millions de m³ de gaz naturel par an. Un autre projet pour alimenter le site Renault de Tanger doit être inauguré en 2010. Alors qu'elle était de seulement 0,4% jusqu'en 2004, la part de gaz naturel dans la consommation énergétique globale du pays atteindrait ainsi les 6%. Selon le ministère de l'Energie, la redevance perçue sur le GME est suffisante pour assurer les besoins du Royaume en gaz naturel jusqu'en 2017-2020. Là encore, les travaux de prospection vont se poursuivre à travers le pays, notamment dans le bassin du Gharb, où les forages entamés depuis septembre 2008 ont permis de découvrir des accumulations de gaz intéressantes. Le Maroc a consenti au cours des 10 dernières années des efforts colossaux dans le processus de modernisation et de développement du secteur de l'énergie. Néanmoins, un tas de faiblesses planent encore sur ce secteur et accentuent l'insécurité qui pèse sur le Royaume en matière d'approvisionnement en énergie. Aujourd'hui, il n'y a pas d'autres solutions que celle d'ouvrir la voie à la compétitivité dans ce secteur; de diversifier les sources et ressources d'énergie, de valoriser les ressources énergétiques locales, d'adopter une véritable politique d'économie d'énergie et sa déclinaison opérationnelle en mesures visant l'efficacité énergétique...